

DANS L'ACTUALITE du 3 au 13 mai 2013

Textes officiels

Performance énergétique des bâtiments : approbation de la méthode de calcul de la réglementation thermique 2012

JORF n°0106 du 7 mai 2013

[Arrêté du 30 avril 2013 portant approbation de la méthode de calcul Th-BCE 2012 prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments](#)

JORF n°0104 du 4 mai 2013

[Arrêté du 16 avril 2013 modifiant l'annexe à l'arrêté du 20 juillet 2011 portant approbation de la méthode de calcul Th-B-C-E prévue aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments](#)

JORF n°0104 du 4 mai 2013

Modification de la partie réglementaire du code de l'environnement pour la transposition de la directive 2010/75/UE

[Décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles \(prévention et réduction intégrées de la pollution\)](#)

Modification de la colonne A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

[Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées](#)

Modification de l'arrêté relatif au bilan de fonctionnement pour assurer la transition avec la transposition de la directive 2010/75/UE

[Arrêté du 2 mai 2013 modifiant l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R. 512-45 du code de l'environnement](#)

Transposition des particularités de la notion de « modification substantielle » pour les installations visées par la directive 2010/75/UE

[Arrêté du 2 mai 2013 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement](#)

Dispositions assurant la transposition de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles

[Arrêté du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles \(prévention et réduction intégrées de la pollution\)](#)

JORF n°0100 du 28 avril 2013

Communes en constat de carence : pouvoirs du préfet

[Décision n° 2013-309 QPC du 26 avril 2013](#)

Jurisprudence

Contrat public

Mapa : la cour de Nantes prône le « délai raisonnable » avant signature du contrat

La cour administrative d'appel de Nantes affirme, que même en matière de marchés passés en procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur doit respecter un délai raisonnable entre la décision d'attribution et la signature du contrat afin de permettre aux candidats évincés de former un recours précontractuel.

[CAA Nantes 28 mars 2013 SAS Guèble, req. n° 11NT03159](#)

Le recours à une marque dans un MAPA peut être légal

Pour les marchés publics de service, la référence à une marque, lorsqu'elle est justifiée par l'objet du marché, peut être légale.

[CAA Bordeaux 14 février 2013 Société Index Education, req. n° 11BX01785](#)

Urbanisme

Un DPU ne devient pas caduc lors de la substitution d'un PLU à un POS

Le passage d'un plan d'occupation des sols à un plan local d'urbanisme ne rend pas caduc la délibération instituant un droit de préemption urbain.

[Cour de cassation, civ. 3 du 20 mars 2013 Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, pourvoi n° 11-19.239](#)

Circulaire

Installations classées : quels documents doivent être mis en ligne ?

Une circulaire du ministère chargé de l'écologie établit la liste des documents relatifs aux installations classées devant faire l'objet d'une publication sur le site Internet CEDRIC (Consultation Electronique des Documents Relatifs aux Installations Classées).

[Circulaire du 20 février 2013 relative à la mise à disposition sur Internet de documents relatifs aux installations classées, NOR : DEVP1300114C \(Texte non paru au journal officiel\)](#)

Réponse ministérielle

Précisions sur l'organisation des Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement

[Rép. min. n° : 17974, JOAN du 30/04/2013](#)

Vu par ailleurs

Grand Paris

Pour un « vrai » Grand Paris... comme en 1859

Paris reste, en Europe et même en France, l'unique agglomération à ne pas être organisée sous la forme d'une communauté urbaine. Même si le dialogue a été engagé avec les élus des communes environnantes, le cloisonnement demeure la règle.

Source : la gazette des communes du 06/05/2013

Contrat public

Contrats publics : mieux vaut demander des explications en cas de doute sur une offre

Le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'attribution du contrat de partenariat pour la rénovation et la gestion du réseau d'éclairage public de Sète. Motif : la Ville avait un peu hâtivement écarté, comme irrégulière, l'offre d'un des deux candidats restant à l'issue du dialogue compétitif, « sans même envisager de faire usage de la possibilité de lui demander des précisions ou des éclaircissements ».

Source : le moniteur du 07/05/2013

Comptable public : pas de contrôle de la mise en concurrence sous 15 000 euros H.T.

Le Code des marchés publics permet au pouvoir adjudicateur de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables si le montant estimé est inférieur à 15 000 € HT ou si les circonstances le justifient. Dans ces cas, le comptable public peut-il exiger la production d'un certificat de mise en concurrence ?

Source : le moniteur du 06/05/2013

La Lettre de la DAJ n°143

[Consultez la lettre du DAJ](#)

Domaine public : la rémunération en nature d'un marché doit être prévue avec précision

[Dans un arrêt du 19 mars 2013, la cour administrative d'appel de Paris a rappelé que lorsqu'un marché public fait l'objet d'une rémunération en numéraire ainsi que d'un paiement en nature, cette seconde fraction doit être clairement précisée par le marché public.](#)

Source : localtis.info du 03/05/2013

Urbanisme

Ordonnances pour le logement : précisions sur les objectifs du gouvernement

[Dans l'étude d'impact qui accompagne le projet de loi d'habilitation du gouvernement à adopter des ordonnances pour accélérer la construction de logement, celui-ci explicite les objectifs des différentes mesures qu'il entend mettre en œuvre. Explication de texte.](#)

Source : le moniteur du 06/05/2013

« Les collectivités doivent faire un audit de leur espace urbain » – Lionel Carli (Conseil national de l'Ordre des architectes)

[Le projet de loi d'habilitation du gouvernement à légiférer par ordonnance pour accélérer les projets de construction a été présenté le 2 mai 2013. Lionel Carli, le président du Conseil national de l'Ordre des architectes, revient sur l'efficacité des mesures proposées. L'étude d'impact du texte publiée sur le site de l'Assemblée nationale apporte aussi des précisions sur la nouvelle procédure intégrée pour le logement \(PIL\).](#)

Source : la gazette des communes du 06/05/2013

Relations entre l'administration et les citoyens : la refonte du code de l'expropriation est relancée

[Le projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens a été présenté en Conseil des ministres le 2 mai 2013. Ce texte vise essentiellement à permettre l'adoption par ordonnance d'un code des relations entre l'administration et le public qui regroupera l'ensemble des règles de la procédure administratives aujourd'hui dispersées. Il permet également la refonte par ordonnance de la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique](#)

La réforme de l'urbanisme par voie d'ordonnances

Le projet de loi d'habilitation autorise le gouvernement à prendre des mesures dérogatoires au PLU afin d'encourager la densification dans les zones urbaines. La réduction des contentieux et l'accélération de leur traitement est également au programme.

Parmi les 20 mesures du plan d'urgence annoncées par le Président de la République le 21 mars, 8 d'entre elles feront l'objet de dispositions législatives accélérées, prises par voie d'ordonnances. Cécile Duflot en a présenté la liste au conseil des ministres du 2 mai 2013.

Source : Conseil des ministres du 02/05/2013

Huit mesures adoptées par ordonnance pour relancer la construction de logements

Le projet de loi d'habilitation pour adopter des mesures par ordonnances permettant d'accélérer la construction de logements a été présenté le 2 mai en conseil des ministres. Il s'agit du premier volet d'une série de mesures qui doit être complétée cet été par un projet de loi-cadre sur le logement et l'urbanisme.

Source : le Moniteur du 02/05/2013

Environnement

Transition énergétique : les premières recommandations des groupes de travail

Trois groupes de travail sur les sept que compte le Conseil national du débat sur la transition énergétique viennent de remettre leurs premières conclusions.

Source : localtis.info du 02/05/2013

Collectivité territoriale

Les ruraux veulent aussi leur grand pari

Un colloque pour définir des orientations et des actions concrètes pour l'avenir des territoires ruraux se tiendra le 6 juin 2013 à Vichy (Allier). Il a été baptisé « Campagnes : le grand pari ».

Source : la gazette des communes du 06/05/2013

Cinéma et audiovisuel : les collectivités confortent leur rôle financier

Alors que la plupart des activités culturelles enregistrent une diminution des crédits publics, la production cinématographique et audiovisuelle a bénéficié, en 2012, d'une hausse sensible du soutien financier apporté par les collectivités. C'est ce que montre l'enquête effectuée chaque année, au niveau national, par l'Agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique (Ciclic).

Source : la gazette des communes du 07/05/2013

Les élus locaux attendent du Sénat qu'il corrige la réforme Lebranchu

La commission des lois du Sénat examinera, le 15 mai prochain, le premier des trois projets de loi de décentralisation présentés en Conseil des ministres le 10 avril dernier.

Source : localtis.info du 02/05/2013

Le projet de loi Lamy sera examiné en Conseil des ministres "à l'été"

Le Conseil des ministres du 2 mai a pris date pour cet été. Dans une communication de François Lamy présentant "la nouvelle étape de la politique de la ville", il est annoncé : "Un projet de loi portant cette réforme sera examiné par le Conseil des ministres à l'été", ...

Source : localtis.info du 02/05/2013

La nouvelle étape de la politique de la ville

Un projet de loi portant cette réforme sera examiné par le conseil des ministres à l'été.

Source : Conseil des ministres du 02/05/2013

Transport

Le gouvernement lance un appel à projets pour les transports publics

Le ministère des Transports a annoncé mardi 7 mai 2013 le lancement d'un appel à projets pour soutenir le développement des transports publics et "propres", en particulier dans des zones urbaines mal desservies, et qui est doté d'une enveloppe de 450 millions d'euros.

Source : la gazette des communes du 07/05/2013

Le groupement mené par Bouygues TP désigné attributaire pressenti pour réaliser la rocade L2 à Marseille

[Le 6 mai 2013, Frédéric Cuvillier a désigné le groupement d'entreprises Phocéale comme attributaire pressenti du contrat de partenariat de la rocade L2 à Marseille, un projet de liaison en voie urbaine rapide entre les autoroutes A7 et l'A50 vieux de près de 20 ans.](#)

Source : le moniteur du 06/05/2013

Colloque / séminaire

- Conférence sur « Le logement : réaliser le logement, accéder au logement »

Conférence organisée par la Chambre des Notaires de Paris et le GRIDAUH, le Mercredi 15 mai 2013 à l'École du Notariat de Paris - 10, rue Traversière, 75012 Paris

L'inscription a lieu en ligne uniquement : <http://inscription.notaires.paris-idf.fr/evenements/gridauh/>

Vu dans les revues

L'argus de l'enseigne n° 44 – avril 2013 p.24, *La relation entre les documents d'urbanisme et les autorisations d'exploitation commerciale – le régime de compatibilité*, par Antony Dutoit, Stéphanie Encinas et Gwenaël Le Fouler

L'argus de l'enseigne n° 44 – avril 2013 p. 26, *Moyens d'action contre un fléau national – la boîte à outils juridictionnelle du pétitionnaire face aux recours abusifs*, par Elsa Sacksick

La gazette des communes n° 18/2172 du 6 mai 2013 p.46, *Elaboration, modification et révision des documents*, par Nora Khodri